

## Entretien avec Gaston Thorn et avec Robert Pontillon dans La Libre Belgique (9-10 juin 1979)

**Légende:** Au moment des élections européennes de juin 1979, le quotidien La Libre Belgique publie un entretien avec Gaston Thorn, président de la Fédération des Partis Libéraux et Démocrates de la Communauté européenne, et un entretien avec Robert Pontillon, président de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne.

**Source:** La Libre Belgique. 09/10.06.1979. Bruxelles. "M. Thorn: «D'abord faire sortir l'Europe de l'anonymat»; M. Pontillon: «Récupérer les pouvoirs confisqués par les gouvernements»", p. 5.

**Copyright:** (c) La Libre Belgique

Le présent article est reproduit avec l'autorisation l'Editeur, tous droits réservés. Toute utilisation ultérieure doit faire l'objet d'une autorisation spécifique de la société de gestion Copiepresse info@copiepresse.be

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/entretien\\_avec\\_gaston\\_thorn\\_et\\_avec\\_robert\\_pontillon\\_dans\\_la\\_libre\\_belgique\\_9\\_10\\_juin\\_1979-fr-2aa9e8f4-153d-4e24-a6fb-32d529619b79.html](http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_gaston_thorn_et_avec_robert_pontillon_dans_la_libre_belgique_9_10_juin_1979-fr-2aa9e8f4-153d-4e24-a6fb-32d529619b79.html)

**Date de dernière mise à jour:** 26/03/2014

## Entretien avec Gaston Thorn, président de la Fédération des Partis Libéraux et Démocrates de la Communauté européenne, et avec Robert Pontillon, président de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne

### M. Thorn: « D'abord faire sortir l'Europe de l'anonymat »

– *Que pensez-vous de l'apathie qui a régné dans les neuf pays de la Communauté pendant la campagne électorale ? Avez-vous une explication ? Peut-être une réponse ?*

– Il y a différentes raisons à cette apathie. Les grands problèmes économiques de l'heure provoquent un réflexe nationaliste et protectionniste. Tout le monde sent que la chemise est plus près que le veston. On ne se sent pas porté – à tort, à mon avis – à la grande restructuration européenne. Ensuite, on dit aux gens : c'est le grand moment, il faut aller voter pour l'Europe. Et en même temps, dans pas mal de pays – pas dans le vôtre, même pas tellement dans le mien – on leur dit : cela ne changera rien à rien, il n'y aura pas de changement de pouvoir, tout restera dans l'état. Il est dès lors difficile pour les gens de comprendre où est l'importance de ce scrutin. Enfin, l'Europe est devenue déjà, depuis une génération, trop anonyme. Et tout le monde se dit : l'Europe est faite, le point de non-retour est atteint, ce que je ne crois pas, parce qu'on n'est jamais à l'abri d'un retour de bâton. Tous les sondages ont prouvé que tout le monde voulait l'Europe. A croire qu'il n'y a que neuf personnes au Conseil des ministres qui ne la veulent pas... C'est pourquoi, à l'époque, j'avais demandé qu'on examine le rapport de Léo Tindemans. Aujourd'hui, l'Europe s'estompe. Elle n'a pas de contours bien définis. On dit aux gens : vous devez choisir l'Europe que vous voulez. Et quand ils demandent : quelle Europe ?, on répond : n'en parlez pas. Depuis dix ans, on n'est plus d'accord sur les finalités. Nous n'avons pas osé dire si nous voulions une Europe fédérale ou confédérale, quels pouvoirs nous voulions donner au Parlement, au Conseil des ministres, si le vote devait être majoritaire ou non. Si nous avions formulé un enjeu précis, l'électeur aurait suivi. Alors qu'à présent, il ne voit pas très bien ce qu'il vient faire là-dedans, ce qui pourrait changer et ce sur quoi il doit se prononcer. La réaction que je crains un peu – sans en faire une raison de désespoir –, c'est qu'il vote une deuxième fois nationalement, qu'il répète son choix national en le transposant au niveau européen.

### C'est une boîte de Pandore

– *Est-ce que, devant cette apathie de l'Europe, l'élection du Parlement au suffrage direct pourrait apporter une dynamique plus grande ?*

– Pour cette fois-ci, c'est déjà pratiquement raté, disons-le franchement. Les gens ne savent pas ce que sera ce Parlement, quels seront ses pouvoirs. C'est une boîte de Pandore. Personne ne sait ce qu'il va en sortir. Les quatre cinquièmes des gens qui seront élus n'auront probablement jamais été au Parlement européen. Peut-être un grand nombre n'a-t-il jamais siégé dans un Parlement tout court. Ils devront, eux, faire l'apprentissage de l'Europe. Et j'espère qu'on ne commencera pas par parler siège, indemnité, etc. Ni par révolutionner les institutions. Beaucoup dépendra du doigté des députés. Il faudra fixer des priorités.

– *Les libéraux souhaitent, dans leur programme, accroître les pouvoirs du Parlement européen. Mais la discussion sur ce sujet ne va-t-elle pas déboucher sur le problème de l'unanimité ?*

– Le grand drame c'est qu'on a voulu lier les déclarations des dirigeants européens selon lesquelles, il faudra donner plus de pouvoirs au Parlement au vote du 10 juin. Ce n'est pas par ce vote que les députés auront plus de pouvoirs. Mais ce serait enfantin de vouloir nier qu'un Parlement, qui sera directement élu et qui sera fort de cette autorité morale, réclamera plus de pouvoirs. Déjà, la Parlement élu au second degré revendiquait tous les jours plus de pouvoirs. A fortiori, celui qui sera directement élu. D'autant plus que, pendant vingt ans, ceux qui n'ont pas voulu qu'il soit élu directement ont prétexté le fait que, précisément, il demanderait plus de pouvoirs. L'essentiel sera que, fort de sa nouvelle autorité, le Parlement se pose la question : quelle Europe voulons-nous ? Il faut revoir les choses. Et avant de dire : nous faisons quelque chose en commun, il faut se demander si nous sommes d'accord sur ce que nous allons faire.

### Renforcer le dialogue

– *Le programme libéral précise aussi que le Parlement doit accomplir une réforme profonde des institutions communautaires.*

– Il y a des nuances entre certains de mes amis et moi. Peut-être parce que dix ans de Conseil m'ont donné un peu plus de sagesse et de mesure. Plutôt que de revendiquer tout de suite des pouvoirs – ce qui reviendrait à donner dans le panneau, puisqu'on est presque provoqué à le faire – il vaudrait mieux renforcer le dialogue. Il faut d'abord faire sortir l'Europe de l'anonymat. Il faut de nouveau porter les problèmes sur le forum public. Ce serait ma plus grande ambition au début : le Parlement devrait arriver à amener le président du Conseil à venir développer devant les députés le contenu des discussions des ministres. Il faudrait qu'à travers ce multiplicateur que devrait être le Parlement, les gens soient informés des positions de chacun et de l'enjeu des discussions. Ensuite, il faut en arriver – et c'est déjà téméraire – à un peu plus de votes majoritaires.

C'est-à-dire en revenir au Traité de Rome. Certains de nos adversaires, comme M. Chirac, vont pousser les hauts cris. Dans son communiqué de 1974, le Conseil européen s'est montré unanime pour dire : il faut revenir à plus de décisions majoritaires. Et pourtant, on n'a rien fait. Pourquoi ne pas dresser un calendrier pour l'année et discuter des points sur lesquels on pourrait essayer de voter à la majorité ? Ce qui provoquerait un autre dialogue dans lequel on s'efforceraient d'arranger les choses. Ma plus grande déception au Conseil des ministres, c'est qu'à présent, on ne se bagarre plus. Il y a dix ans, quand quelqu'un disait qu'il n'était pas d'accord, les autres insistaient : ce serait dramatique si on en restait là. Aujourd'hui, quand quelqu'un ne donne pas son accord, on dit : très bien, cher ami, on verra ça le mois prochain. Et on n'essaye même pas de rapprocher les points de vue.

### **L'autorité du président**

– *Est-ce qu'on ne risque pas, si le président du Conseil va rendre compte au Parlement, de voir celui-ci se diviser selon des définitions nationales, chacun défendant la position de son pays ?*

– C'est un risque. On a trop longtemps forcé le président du Conseil à ne rien dire. Je ne crois pas que le président doit parler au nom des Neuf, mais avec son autorité de président. Et qu'il dise les choses comme il les voit, quitte à ce que quelqu'un d'autre lui réponde le lendemain s'il n'est pas d'accord. Je crois aussi que le président du Conseil devrait jouer un rôle plus actif. Il ne doit pas seulement être le président de séance, mais pendant les mois de la présidence, il doit prendre les choses en main et ne pas attendre le prochain conseil pour tenter de résoudre un différend entre deux pays membres. Qu'il fasse le travail que chacun de nous accomplit dans son pays comme chef du gouvernement.

– *Qu'est-ce qui distingue les libéraux des autres partis européens ?*

– Surtout dans cette campagne électorale, cela me gêne un peu de dire que nous sommes les meilleurs. Je crois que nous sommes un peu plus sensibles aux problèmes institutionnels. Ensuite, nous sommes, par la force des choses, plus individualistes. Nous n'abordons pas les élections européennes, comme les socialistes, en y voyant une occasion de prendre le pouvoir sur une autre échelle. L'essentiel n'est pas de savoir qui va être le plus puissant en Europe, mais que l'Europe se fasse. Nous sommes peut-être aussi un peu plus régionalistes. Et nous insistons aussi sur le respect des droits de l'homme.

– *Et au niveau économique ?*

– Nous ne sommes pas pour le laisser faire, le laisser aller. Nous savons que le monde moderne a pris une autre dimension sociale. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut pervertir les règles du marché. Nous sommes contre les aides, contre les subsides. Les subsides qui font qu'une industrie vit en fin de compte grâce à l'aide du contribuable seulement. Mais nous ne voulons pas du système à l'anglaise dans lequel on paye le découvert. Nous ne pouvons pas ignorer le phénomène social puisque c'est pour lui qu'on gouverne, mais d'après les critères de l'économie de marché. Sinon, ces péchés-là ne pardonnent pas, comme on l'a vu.

## L'Europe pluraliste

– Certains de vos adversaires vous reprochent de militer pour une Europe très laïque.

– Je vous jure : je n'y ai même jamais songé. Jusqu'en 1974, j'étais au gouvernement avec les chrétiens-sociaux. L'Europe laïque ? Non. L'Europe pluraliste, oui. Je suis catholique croyant et pratiquant, il n'y a aucun problème. Nous sommes habitués à vivre avec d'autres familles politiques même plus fortes. Je voudrais que les autres en prennent l'habitude aussi.

– Dans chaque famille politique européenne, il y a des options différentes. Est-ce que les élections européennes n'étaient pas l'occasion de former d'autres rassemblements politiques ? Pourquoi pas un parti du centre avec M. Thorn, M. Tindemans, M. Schmidt ?

– Je ne vous cacherais pas que je l'aurais souhaité aussi. Mais pour cela, il aurait fallu des élections vraiment européennes avec un enjeu vraiment européen. Cela aurait peut-être amené des cassures dans certains partis. Ce que l'on devine de la querelle politique en France en donne une certaine idée.

Et je dirais même qu'en parlant avec des hommes comme Adolfo Suarez en Espagne ou Constantin Caramanlis en Grèce, on voit combien nos structures classiques à trois les gênent. M. Caramanlis est très gêné de s'affilier à la démocratie chrétienne ou de se dire conservateur. Suarez de même. Mais l'occasion est passée parce que nous faisons des élections sans dire pourquoi nous allons nous battre. Je crois que si on avait répondu au questionnaire de M. Tindemans, on aurait pu dégager un programme européen. Cette chance nous l'avons perdue. Mais je n'abandonne pas l'idée qu'il y ait d'autres regroupements au Parlement européen. Certes, on aurait tort de souhaiter que ce soit noir ou blanc. Mais je souhaite qu'on sorte de ce cloisonnement traditionnel qui est d'ailleurs déjà dépassé.

– On parle aussi beaucoup du problème des cumuls. Vous êtes candidat au Parlement. Vous êtes Premier ministre, ministre des Affaires étrangères...

### Une inconnue : qui décide ?

– Je suis absolument convaincu que, sauf santé exceptionnelle et sauf un certain concours de circonstances lui aussi exceptionnel, on ne peut pas jouer, comme parlementaire en même temps, un rôle de premier plan dans la politique nationale et dans la politique européenne. Pour cette raison, sur ma liste au Luxembourg, j'ai donné six mois à mes colistiers : après cela, il faudra choisir. Ceci dit, je regrette qu'il n'y ait pas de liaison avec les Parlements nationaux.

Une des grandes inconnues, pour ce Parlement sans pouvoir, va être de savoir qui décide. On court le risque, surtout s'il n'y a pas de double mandat, qu'il y ait lutte entre Parlement européen et Parlements nationaux. C'est une grande inconnue. Et on court aussi le risque que le Parlement européen soit moins maximaliste et plus nationaliste : la nécessité de recueillir les voix de ses électeurs locaux ne va pas pousser le député à sacrifier les intérêts nationaux sur l'autel de l'Europe...

– Et où en est-on dans le problème du siège des institutions européennes ?

– Toujours au même point et cela prend des formes critiques.

Les investissements consentis chez vous, chez nous, à Strasbourg sont de plus en plus importants. Il faudra un jour trancher. Mais entre-temps, dans la vie quotidienne, le problème a acquis d'autres contours. Je crois que ce serait une bonne chose de maintenir le statu quo, au moins pour le début. Mais pendant ce temps, ceux qui sont moins concernés, devraient un peu réfléchir sur les problèmes que cela pose, moins pour vous, un peu plus pour les Strasbourgeois et pour nous. Mais c'est mal présenter la chose que de vouloir dire aujourd'hui : nous allons quitter telle ville, nous allons aller dans telle autre. Il faudrait plutôt dire : et alors qu'est ce qui va arriver ? Ce n'est pas demain que, dans cette Europe qui n'est pas tellement ouverte à tous les sacrifices, il faut dire que le plus simple est de manger le mousse. C'est-à-dire que le plus petit ne se laissera

pas manger. Soyez-en sûr.

### **M. Pontillon : « Récupérer les pouvoirs confisqués par les gouvernements »**

– *Continuerez-vous de présider l'Union des partis socialistes de la Communauté après les élections, bien que vous ne soyez pas candidat ?*

– Oui, je continuerai à présider l'Union jusqu'au prochain congrès administratif, car il n'y a aucune relation de cause à effet entre l'appartenance à l'Assemblée européenne et la présidence de l'Union. Nous sommes là dans la situation traditionnelle de nos partis au plan national, où les instances politiques responsables ne sont pas nécessairement choisies par les parlementaires.

– *Les adversaires des socialistes européens leur reprochent des solutions contradictoires. D'un côté, le F.P.D. allemand est partisan de la cogestion, d'un autre, le P.S. français est favorable aux nationalisations et donne l'impression à certains d'être réticent sur la construction européenne.*

– Ce sont les reproches habituels de la droite, dont l'intérêt, à l'évidence, est de diviser les efforts socialistes. L'Union des partis socialistes de la Communauté est unie par un ensemble de cohérences qui lui ont permis de s'affirmer sur des propositions qui engagent également l'ensemble de nos partis. Elle est rassemblée autour d'un présidium qui est habilité à parler en son nom pour l'ensemble. Les différences apparentes entre les socialistes français et les socialistes allemands sur les modalités d'application d'un système de démocratie économique tiennent compte des différences de situations nationales tout autant que des traditions historiques particulières à chacun de ces pays. L'essentiel est que l'objectif soit le même, qui est d'assurer – dans un cas comme dans l'autre – le contrôle de la collectivité nationale sur les structures-clé de l'économie et la participation effective des travailleurs à la gestion des entreprises. Pour le reste, je vous renvoie à la déclaration politique de l'Union, adoptée en juin dernier à Bruxelles, tout autant qu'à l'appel commun aux électeurs adopté à notre congrès de janvier dernier.

### **Pas de division prévisible**

– *Les socialistes européens ne risquent-ils pas des dissidences au sein de leur groupe dans la future assemblée européenne ?*

– Vingt ans de pratique et de vie commune au sein de l'Assemblée européenne me paraissent répondre, pour l'essentiel, à cette appréhension. Au demeurant, je ne vois pas, dans le court ou le moyen terme, de problèmes en chantier que le groupe socialiste serait amené à prendre ou à soutenir et qui offriraient matière à des divisions en son sein. De fait, ce qui rassemblera, entre autre, les différents représentants socialistes au sein de ce groupe commun, indépendamment de leurs conceptions propres sur la finalité de la construction européenne, est suffisamment fort pour réprimer toute tentative d'autonomie.

– *Les socialistes européens ont-ils une position commune – et, si oui, laquelle ? – sur l'extension des pouvoirs du Parlement européen ?*

– Oui. Je crois pouvoir la traduire ainsi : rapporté aux limites du Traité de Rome, l'enjeu immédiat des élections du 10 juin est de récupérer, au bénéfice de l'Assemblée qui sera élue, les pouvoirs progressivement confisqués par les gouvernements depuis vingt ans. Il faut, à cet égard, faire justice d'un discours trompeur. L'enjeu du 10 juin n'est nullement, comme l'affirme la coalition Chirac-Marchais en France, l'extension des pouvoirs et des compétences des institutions communautaires. Il ne s'agit pas non plus de décider ou de refuser une limitation de la souveraineté des Etats membres, c'est-à-dire de se prononcer sur un nouveau traité. Le problème est de veiller à ce que, dans les secteurs où l'initiative a été confiée à Bruxelles, la démocratie parlementaire ne cède pas la place à une bureaucratie envahissante. C'est donc d'un processus de renforcement de la démocratie qu'il s'agit, pour combler un vide et contrôler l'ordre des choses. Comment croire autrement qu'on pourra lutter efficacement contre le pouvoir des multinationales en Europe si les institutions européennes ne détiennent aucun pouvoir ? Et pour les socialistes qui veulent changer les orientations communautaires pour bâtir l'Europe du travail, comment le faire, sinon en renforçant les

structures démocratiques dans les secteurs où s'exerce l'intégration européenne ? Il reste que l'élection au suffrage universel, si elle ne lui donne pas de nouveaux pouvoirs, confèrera au Parlement européen les fondements d'une légitimité nouvelle.

### **Le fruit de l'incertitude**

– *Que répondez-vous au scepticisme et à l'apathie de l'opinion publique en Europe à la veille de l'élection du 10 juin ?*

– Certes, il y a apathie et, généralement, manque d'enthousiasme pour ce scrutin. Et ceci n'est-il pas, quelque part, le prix de vingt ans d'incertitudes, le prix d'une action qui, pendant vingt ans, a privilégié un certain type de construction européenne et a ainsi découragé l'engagement populaire ? Face à une Europe qui apparaît trop souvent comme le produit de la bureaucratie nationale ou bien l'expression d'intérêts économiques transnationaux, comment voulez-vous que les travailleurs se sentent effectivement concernés ? Etant peu concernés par l'Europe, ils sont dès lors faiblement mobilisés par l'élection européenne.

Enfin, ici et là, l'élection européenne recouvre les contradictions des sociétés nationales, ce qui établit une confusion entre les objectifs de la situation politique nationale et ceux, plus particuliers, des élections européennes. Le premier plan occulte le second et l'élection européenne n'apparaît plus que comme un sous-produit des antagonismes de politique intérieure. Ceci est regrettable. Nous le déplorons.